

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 8 de l'arrêté royal du 14 septembre 1936, qui porte révision et coordination des statuts de l'Ecole de criminologie et de police scientifique, les alinéas 4 et 5, modifiés par les arrêtés royaux du 18 octobre 1938 et du 13 octobre 1972, sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les cours du degré moyen sont réservés aux membres de la police judiciaire, de la police communale, de la gendarmerie, aux enquêteurs du Comité supérieur de contrôle, aux inspecteurs des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, aux inspecteurs de la Sécurité militaire, aux commissaires maritimes et aux commissaires maritimes adjoints de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure et à toute personne qui exerce ou se destine à exercer une fonction publique dans le service public de la Justice et qui est autorisée par le Ministre de la Justice après avis du directeur.

Les cours du degré supérieur sont réservés aux magistrats, aux officiers judiciaires près les parquets, aux enquêteurs du Comité supérieur de contrôle, titulaires au moins du grade de commissaire adjoint, aux commissaires des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et du service de Sécurité militaire, aux porteurs du certificat de fin d'études moyennes du degré supérieur ou d'études reconnues équivalentes par le Ministre de la Justice, qui exercent ou se destinent à exercer une fonction publique dans le service public de la Justice et qui ont obtenu le certificat de capacité de l'Ecole avec les sept dixièmes des points au moins.

Le Bureau peut autoriser une personne justifiant de connaissances particulières à assister aux cours du degré moyen ou du degré supérieur. »

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 91 — 373

27 DECEMBRE 1990. — Arrêté royal portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination de l'agent auxiliaire de police

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 189, 226 et 277;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de police;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitements du personnel provincial et communal;

Vu le protocole n° 90/04 du 25 avril 1990 du Comité des Services publics provinciaux et locaux;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 septembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 14 september 1936 houdende herziening en coördinatie van het statuut van de School voor criminologie en criminalistiek, worden de leden 4 en 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 oktober 1938 en 13 oktober 1972, vervangen door de volgende leden :

« De cursussen van de middelbare graad zijn voorbehouden aan de leden van de gerechtelijke politie, de gemeentepolitie en de rijkswacht, aan de enquêteurs van het Hoog Comité van Toezicht, aan de inspecteurs van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, aan de inspecteurs van de Militaire Veiligheid, aan de waterschouten en adjunct-waterschouten van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart en aan alle personen die een openbaar ambt in de openbare dienst van Justitie uitoefenen of zich daarop voorbereiden en die daartoe worden gemachtigd door de Minister van Justitie, na advies van de directeur.

De cursussen van de hogere graad zijn voorbehouden aan de magistraten, de gerechtelijke officieren bij de parketten, de enquêteurs van het Hoog Comité van Toezicht, die ten minste titularis zijn van de graad van adjunct-commissaris, de commissarissen van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en van de dienst Militaire Veiligheid, aan de houders van het eindgetuigschrift van middelbaar onderwijs van de hogere graad of van onderwijs dat door de Minister van Justitie als gelijkwaardig wordt erkend, die een openbaar ambt in de openbare dienst van Justitie uitoefenen of zich daarop voorbereiden en die met ten minste zeven tiende van de punten het bekwaamheidsgetuigschrift van de School hebben behaald.

Aan de personen die blijk geven van buitengewone kundigheden kan het Bureau toestemming geven de lessen van de middelbare graad of de hogere graad bij te wonen. »

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

**MINISTÈRE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 91 — 373

27 DECEMBER 1990. — Koninklijk besluit houdende de algemene bepalingen betreffende de aanwerving en de benoeming van de hulpagent van politie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 189, 226 en 277;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddeschalen van het provinciale- en gemeentepersoneel;

Gelet op het protocol nr. 90/04 van 25 april 1990 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, van 7 september 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Conditions d'admissibilité et de recrutement

Article 1er. Pour la nomination au grade d'agent auxiliaire de police, il faut remplir au moins les conditions suivantes :

- 1° être Belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être de conduite irréprochable;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice ou aux lois portant le statut des objecteurs de conscience;
- 5° avoir dix-huit ans accomplis lors de l'entrée en service;

6° ne pas être âgé de plus de cinquante ans au moment de l'entrée en service.

Art. 2. Les examens de recrutement, qui peuvent être organisés par une ou plusieurs communes, comprennent au minimum :

- 1° une épreuve écrite établissant l'aptitude du candidat à rédiger correctement un texte;
- 2° une épreuve orale portant sur un sujet général et permettant d'apprécier la motivation du candidat, son aptitude à s'exprimer ainsi que ses facultés d'observation sur la base d'une description des lieux et des personnes observés, ainsi que des faits constatés.

Art. 3. L'appel public aux candidats est publié dans deux journaux au moins.

L'appel précisera les emplois du cadre auxquels il doit être pourvu et la date limite pour l'introduction des candidatures ainsi qu'un résumé des conditions à remplir et des épreuves imposées.

Art. 4. La durée de validité de la réserve de recrutement, qui peut être constituée par une ou plusieurs communes, ne peut excéder trois ans prenant cours le premier du mois qui suit celui de la clôture du procès-verbal de l'examen.

Toutefois, si des circonstances exceptionnelles le justifient, la durée de la réserve de recrutement peut être prolongée au maximum de trois ans.

CHAPITRE II

Nomination en qualité de stagiaire ou à titre définitif

Art. 5. § 1er. Le lauréat des épreuves de recrutement peut être nommé en qualité d'agent auxiliaire de police stagiaire, après avoir subi un examen médical d'aptitude.

Le stage se divise en deux périodes.

§ 2. La première période constitue le stage théorique.

Dans les douze mois du recrutement, l'agent auxiliaire de police stagiaire doit suivre un cycle de cours organisés par un centre d'entraînement et d'instruction créé ou agréé par le Ministre de l'Intérieur, conformément à l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres.

La réussite de l'examen organisé à l'issue du cycle de formation précité doit intervenir dans les trois ans à partir de la date du recrutement.

Nul ne peut présenter plus de trois fois les examens organisés en vertu du présent arrêté, quel que soit le centre d'entraînement ou d'instruction.

Durant la période du stage théorique, l'agent auxiliaire de police ne peut exercer aucune des missions qui lui sont attribuées en vertu de la loi ni aucune mission de surveillance générale dans les lieux publics.

§ 3. La deuxième période constitue le stage pratique.

L'agent auxiliaire de police stagiaire lauréat de l'examen visé au § 2, peut prêter des services effectifs en cette qualité après avoir prêté serment entre les mains du bourgmestre.

Le stage comprend au minimum 450 heures effectivement prestées au sein du corps de police, dont 300 heures en service extérieur opérationnel. En cas de circonstance exceptionnelle, le stage peut être prolongé au maximum de la même durée.

§ 4. A l'issue du stage, après que le chef de corps a donné un avis motivé, communiqué à l'intéressé, l'agent auxiliaire de police stagiaire peut être nommé à titre définitif.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Toelatings- en aanwervingsvoorwaarden

Artikel 1. Voor de benoeming in de graad van hulpagent van politie, dient men tenminste de volgende voorwaarden te vervullen :

- 1° Belg zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° van onberispelijk gedrag zijn;
- 4° voldoen aan de dienstplichtwetten of aan de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;
- 5° de volle leeftijd van achttien jaar bereikt hebben bij de indiensttreding;
- 6° niet ouder dan vijftig jaar zijn op het ogenblik van de indiensttreding.

Art. 2. De aanwervingsexamens, die door één of meerdere gemeenten kunnen georganiseerd worden, bestaan ten minste uit :

- 1° een schriftelijk examengedeelte waaruit de bekwaamheid van de gegadigde moet blijken om correct een tekst op te stellen;
- 2° een mondeling examengedeelte aan de hand waarvan geoordeeld kan worden over de motivatie van de gegadigde, diens bekwaamheid om zich uit te drukken evenals zijn waarnemingsvermogen aan de hand van een beschrijving van geobserveerde plaatsen en personen, en van vastgestelde feiten.

Art. 3. De openbare oproep tot de gegadigden wordt in ten minste twee dagbladen bekendgemaakt.

De oproep vermeldt de te begeven betrekkingen en de uiterste inschrijvingsdatum voor de kandidaturen, evenals een samenvatting van de te vervullen voorwaarden en de opgelegde proeven.

Art. 4. De geldigheidsduur van de wervingsreserve, die kan samengesteld worden door één of meer gemeenten, mag niet meer bedragen dan drie jaar ingaande de eerste van de maand volgend op die waarin het proces-verbaal van het examen is afgesloten.

Als echter uitzonderlijke omstandigheden het verantwoorden, kan de duur van die wervingsreserve met maximum drie jaar worden verlengd.

HOOFDSTUK II

Benoeming als stagedoende of in vast verband

Art. 5. § 1. De geslaagde voor de aanwervingsexamens kan benoemd worden als stagedoend hulpagent van politie, na het ondergaan van een geneeskundig geschiktheidsonderzoek.

De stage wordt opgesplitst in twee periodes.

§ 2. De eerste periode omvat de theoretische stage.

Binnen de twaalf maanden na de aanwerving moet de hulpagent van politie een lessencyclus volgen, ingericht door een opleidings- en trainingscentrum dat opgericht is of erkend is door de Minister van Binnenlandse Zaken, overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters.

Het slagen voor het examen georganiseerd na afloop van voornoemde vormingscyclus dient plaats te vinden binnen de drie jaren vanaf de datum van aanwerving.

Niemand mag meer dan driemaal deelnemen aan de krachtens dit besluit georganiseerde examens, ongeacht het trainings- en opleidingscentrum.

Tijdens de periode van de theoretische stage mag de hulpagent van politie geen van de opdrachten vervullen die hem krachtens de wet zijn toegekend, noch enige opdracht van algemeen veiligheids-toezicht op openbare plaatsen.

§ 3. De tweede periode omvat de praktische stage.

De stagedoende hulpagent van politie die geslaagd is voor het in § 2 bedoelde examen mag in deze hoedanigheid effectieve diensten presteren na de eed te hebben afgelegd in handen van de burgemeester.

De stage omvat ten minste 450 effectief in het politiekorps gepresteerde werkuren, waarvan 300 uren in operationele buitendienst. In uitzonderlijke omstandigheden kan de stage ten hoogste met dezelfde duur verlengd worden.

§ 4. Na afloop van de stage kan de stagedoende hulpagent van politie, nadat de korpschef een gemotiveerd advies heeft gegeven dat aan de belanghebbende wordt medegedeeld, in vast verband worden benoemd.

Art. 6. Le pouvoir organisateur du centre d'entraînement et d'instruction, visé à l'article 5, § 2, doit :

1° organiser un cycle de cours de cent trente heures minimum, réparties comme suit et comportant notamment :

A. Formation juridique (50 heures).
a) Notions de la loi communale et législation sur la police communale.

b) Notions de l'organisation judiciaire.
c) Législation et réglementation sur la police de la circulation.

B. Formation générale et socio-psychologique (30 heures).

a) Déontologie.
b) Formation et aptitudes sociales.
c) Secourisme.
d) Langue maternelle.

C. Formation technico-professionnelle et pratique (50 heures).

a) Rapport et procès-verbal.
b) Pratique de la circulation.
c) Dactylographie.

2° Soumettre le programme des cours détaillé à l'approbation préalable du Ministre de l'Intérieur;

3° Se soumettre à l'inspection dont les modalités sont fixées par le Ministre de l'Intérieur;

4° Lors de chaque cycle de cours et de chaque session d'examens, communiquer au Ministre de l'Intérieur les informations suivantes :

a) le programme détaillé des examens;
b) la composition du corps professoral;
c) les règles de constitution du jury d'examen;
d) l'horaire des cours et des examens;
e) les cotations minimales requises pour la réussite;
f) le nombre et l'identité complète des élèves inscrits ayant régulièrement suivi les cours, participé et réussi aux examens, ainsi que le corps de police communale auquel ils appartiennent.

Art. 7. La présence aux cours et la participation aux examens sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Art. 8. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre de l'Intérieur octroie, ordonnance et liquide les subventions aux centres d'entraînement et d'instruction agréés en vue d'assurer la formation professionnelle des candidats auxiliaires de police. Les subventions aux centres agréés sont déterminées au prorata du nombre de demandes, pour chaque année civile.

Art. 9. Pour bénéficier d'une subvention, le pouvoir organisateur du centre d'entraînement et d'instruction agréé doit faire parvenir au Ministre de l'Intérieur, avant le 30 septembre de chaque année, un rapport dans lequel figurent toutes les informations énoncées à l'article 6, 4°, du présent arrêté royal.

Pour autant que quinze élèves au moins soient régulièrement inscrits et aient assisté aux cours, la subvention par élève est fixée à une somme de 20 000 francs. Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le Ministre de l'Intérieur peut néanmoins décider d'accorder la subvention si le nombre d'élèves requis n'est pas atteint. La subvention est indexée selon les modalités prévues à l'article 11 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983.

La subvention peut comprendre une intervention dans les frais de déplacement des élèves, ainsi que mentionné à l'article 11 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales

Art. 10. Les agents auxiliaires en service en qualité de temporaires ou de contractuels au 1er décembre 1989 peuvent être nommés à titre définitif, sans devoir justifier des conditions prévues à l'article 1er, 6°, et à l'article 5, §§ 2 et 3.

Art. 11. Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de police :

« Article 4bis. Le conseil communal peut créer un cadre d'agents auxiliaires de police ».

Art. 12. A l'annexe I — Personnel en général — de l'arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitement du personnel provincial et communal, le numéro, le groupe barémique et la classe d'âge de l'échelle de traitement se rapportant à l'agent auxiliaire sont supprimés.

Art. 6. De inrichtende macht van het erkende trainings- en opleidingscentrum bedoeld in artikel 5, § 2, moet :

1° een cyclus organiseren van ten minste honderd dertig lessen, die als volgt zijn verdeeld en inzonderheid inhouden :

A. Juridische vorming (50 uren).
a) Begrippen van gemeente- en politiewetgeving.

b) Begrippen van gerechtelijke organisatie.

c) Wetgeving en reglementeringen op de politie van het wegverkeer.

B. Algemene en socio-psychologische vorming (30 uren).

a) Deontologie.
b) Sociale vorming en vaardigheden.
c) Eerste hulp bij ongevallen.
d) Moedertaal.

C. Beroepstechnische en praktische vorming (50 uren).

a) Verslag en proces-verbaal.
b) Verkeerspraktijk.
c) Dactylografie.

2° Het gedetailleerde lessenprogramma aan de voorafgaandelijke goedkeuring van de Minister van Binnenlandse Zaken voorleggen;

3° Zich onderwerpen aan de inspectie waarvan de nadere regels door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld;

4° Bij elke lessencyclus en examensessie de hiernavolgende gegevens mededelen aan de Minister van Binnenlandse Zaken :

a) het uitvoerig programma van de examens;
b) de samenstelling van het lerarenkorps;
c) de regelen inzake de samenstelling van de examencommissie;
d) de lessen en examenroosters;
e) de vereiste minimumcijfers voor het slagen in de opleiding;
f) het aantal en de volledige identiteit van de ingeschreven leerlingen die regelmatig de lessen hebben gevolgd, aan de examens hebben deelgenomen en geslaagd zijn, evenals het gemeentepolitiekorps waartoe zij behoren.

Art. 7. De aanwezigheid bij de lessen en het deelnemen aan de examens worden gelijkgesteld met periodes van actieve dienst.

Art. 8. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent, ordonneert en betaalt de Minister van Binnenlandse Zaken de subsidies aan de erkende trainings- en opleidingscentra voor de beroepsopleiding van de kandidaat-hulpagenten van politie. De subsidies aan de erkende centra worden bepaald naar rata van het aantal aanvragen, voor elk burgerlijk jaar.

Art. 9. Om subsidie te genieten moet de inrichtende macht van het erkende trainings- en opleidingscentrum, vóór 30 september van elk jaar, de Minister van Binnenlandse Zaken een rapport doen toekomen waarin alle gegevens, vermeld onder artikel 6, 4°, van dit koninklijk besluit zijn opgenomen.

Voor zover ten minste vijftien leerlingen regelmatig zijn ingeschreven en de lessen hebben bijgewoond wordt de subsidie per leerling vastgesteld op 20 000 frank. Wanneer uitzonderlijke omstandigheden zulks rechtvaardigen kan de Minister van Binnenlandse Zaken niettemin beslissen de subsidie toe te kennen als het vereiste aantal leerlingen niet werd bereikt. De subsidie is geïndexeerd volgens de modaliteiten vastgelegd in artikel 11 van het koninklijk besluit van 7 november 1983.

De subsidie kan een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten van de leerlingen omvatten, zoals in artikel 11 van het koninklijk besluit van 7 november 1983 vermeld.

HOOFDSTUK III

Overgangs-, wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 10. De hulpagenten die op 1 december 1989 als tijdelijke of als contractuele in dienst zijn, kunnen in vast verband worden benoemd zonder te moeten aantonen dat ze voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 1, 6°, en artikel 5, §§ 2 en 3.

Art. 11. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie ingevoegd :

« Artikel 4bis. De gemeenteraad kan een kader van hulpagenten van politie oprichten ».

Art. 12. In bijlage I — Algemeen Personeel — van het koninklijk besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddeschalen van het provincie- en gemeentepersoneel worden het nummer, de weddegroep en de leeftijdsklasse van de weddeschaal met betrekking tot de hulpagent geschrapt.

L'annexe III — Les membres du personnel de la police communale — de l'arrêté royal du 25 juin 1990 précité doit être complété :

1° à la rubrique A. — numéro, groupe barémique et classe d'âge des échelles de traitement — par un division IV :

« IV — Les agents auxiliaires de police »

Numéro de l'échelle	Groupe barémique	Classe d'âge	Grade
1.18	A	18	Agent auxiliaire de police

2° à la rubrique B — tableau des échelles de traitement — par l'échelle de traitement 1.18 :

	1.18
	2x1x 6.985
	1x1x 39.893
	8x1x 2.588
	1x1x 18.040
	15x1x 2.588
0	455.303
1	462.288
2	469.273
3	509.166
4	511.754
5	514.342
6	518.930
7	519.518
8	522.106
9	524.694
10	527.282
11	529.870
12	545.910
13	548.498
14	551.086
15	553.674
16	556.262
17	558.850
18	561.438
19	564.026
20	566.614
21	569.202
22	571.790
23	574.378
24	576.966
25	579.554
26	582.142
27	584.730

Bijlage III — De leden van het personeel van de gemeentepolitie — van het voormelde koninklijk besluit van 25 juni 1990 moet aangevuld worden :

1° in rubriek A. — nummer, weddegroep en leeftijdsklasse van de weddeschalen — met een onderverdeling IV :

« IV — De hulpagenten van politie »

Nummer van de schaal	Wedde-groep	Leeftijds-klasse	Graad
1.18	A	18	Hulpagent van politie

2° in rubriek B — Tabel van de weddeschalen — met de weddeschaal 1.18 :

Art. 13. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 décembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Art. 13. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK